



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Economie

Le gouverneur de la Banque de France démissionne

François Villeroy de Galhau a surpris en annonçant sa démission anticipée de la Banque de France. Des analystes y voient un calcul pour peser sur sa ...

• (Page 08)

Aux États-Unis

Trump facilite l'entrée de boeuf argentin

Selon la Maison Blanche, des quotas d'importation «à droits de douane nuls» sont augmentés de 80 000 tonnes en ...

• (Page 08)



Fiscalité verte

Intégrer le climat dans les systèmes fiscaux

• (Page 03)



Droit des affaires

• (Page 04)

Le Togo assure la présidence de l'OHADA

CEDEAO

Vers une feuille de route régionale pour l'identité biométrique

La Commission de la CE-DEAO, en collaboration avec la Banque mondiale en tant que cosecrétariat, dans le ...

• (Page 02)

Diplomatie africaine

Faure Gnassingbé en visite de travail à Luanda

À l'invitation de SEM João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola et Président en exercice de l'Union ...

• (Pages 04)

Bureau Abidjan de la BIDC

M. Baba Malick BA nommé Directeur Régional

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a nommé M. Baba Malick Ba au poste de Directeur Régional en charge de la supervision ...

• (Page 06)

Binah/reboisement

Les autorités du canton de Lama-dessi sensibilisées

Les autorités du canton de Lama-Dessi dans la commune Binah 1, ont été sensibilisées sur la mobilisation des terres pour le reboisement et la création des forêts communautaires ...

• (Page 11)

CANALBOX

FIBREZ SANS FRAIS



PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866

www.canalbox.tg

Coût de l'appel : 20 FCFA.

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

CEDEAO

Vers une feuille de route régionale pour l'identité biométrique

La Commission de la CEDEAO, en collaboration avec la Banque mondiale en tant que cosecrétariat, dans le cadre du projet WURI (West Africa Unique Identification for Regional Integration and Inclusion), a organisé une réunion virtuelle de présentation du questionnaire afin d'élaborer une feuille de route allant des systèmes d'identification de base (fID) à la carte d'identité biométrique nationale de la CEDEAO (ENBIC) le 3 février 2026.

• Junior Aredola

L'objectif principal de la réunion était de présenter aux États membres le cabinet de conseil Jones Day, engagé pour cette mission, et de présenter les questionnaires de terrain qui serviront à élaborer la feuille de route. La réunion, qui a rassemblé des représentants des autorités nationales chargées de la délivrance des pièces d'identité et des agences d'immigration des États membres de la CEDEAO, s'est déroulée dans le contexte des réformes en cours dans la région en matière d'identification numérique, notamment la mise en œuvre du programme WURI (West Africa Unique Identification for Regional Integration and Inclusion) dans certains États membres. Au nom du président de la Commission de la CEDEAO, le Dr Omar Aliou Touray, le directeur de la libre circulation des personnes et des migrations et coordinateur du projet WURI a souhaité la bienvenue aux participants et a indiqué que la Commission de la CEDEAO continue de souligner l'importance d'éviter la prolifération des identités régionales multiples tout en favorisant l'interopérabilité et la cohérence entre les systèmes nationaux



d'identification numérique et l'ENBIC. Dans son discours d'ouverture, le président, M. Aliou Kallon, directeur des technologies de l'information et de la communication de l'Autorité nationale d'enregistrement civil (NCRA) de Sierra Leone, a présenté un aperçu de l'initiative ENBIC, en soulignant son état d'avancement actuel dans la région. Il a réaffirmé que l'objectif premier de l'ENBIC est de faciliter la libre circulation des citoyens de la CEDEAO entre les États membres. Il a noté qu'à ce jour, seul un nombre limité de pays ont déployé l'ENBIC, tandis que d'autres États membres en sont à différents stades de préparation et de mise en œuvre. Les participants ont été invités à faciliter la coordination au niveau national et à assurer la consolidation rapide des réponses. La Commission de la CEDEAO a souligné que la participation effective des États membres est essentielle à l'élaboration réussie d'une feuille de route pratique et

harmonisée au niveau régional qui favorise l'interopérabilité, évite la prolifération des multiples identités et renforce la mise en œuvre du régime de libre circulation de la CEDEAO. La réunion a également permis de fournir des conseils pour remplir les questionnaires virtuels et de répondre aux questions, commentaires et demandes de clarification des représentants des États membres. L'ENBIC, créé en vertu de la décision A/DEC/01/12/14, est un instrument essentiel pour faciliter la libre circulation des citoyens de la Communauté, la preuve d'identité et la résidence dans l'espace de la CEDEAO. Ces dernières années, plusieurs États membres ont élargi les fonctionnalités de l'ENBIC en tant que document de voyage, qui a remplacé le certificat de voyage manuscrit, afin d'inclure des services supplémentaires tels que l'identification nationale, l'accès aux services financiers et le commerce électronique.

Image du jour

PERMIS DE CONSTRUIRE

Les échanges électroniques ont une valeur juridique reconnue et peuvent valablement servir de preuve, y compris dans la conclusion de contrats et les procédures dématérialisées

Source : Loi n°2017-007 du 22 juin 2017 relative aux transactions électroniques.

(<https://rebrand.ly/dc41b4>)

AUX DECIDEURS ...

Acte de gouvernance locale

Au Togo, la transformation numérique n'est plus un slogan technocratique ni une promesse lointaine. Avec le Projet de Digitalisation des Mairies (PDiMa), actuellement en préparation, le pays semble franchir un cap décisif : faire du numérique un véritable outil de gouvernance locale, au service des territoires et des citoyens. Connecter 136 bâtiments municipaux, soit l'ensemble des mairies du pays, n'est pas un détail technique. C'est un choix politique fort. Celui de considérer que la décentralisation ne peut réussir sans infrastructures modernes, sans circulation fluide de l'information et sans services publics capables de répondre efficacement aux attentes des populations. Financé par la KfW, le PDiMa s'inscrit dans cette logique : donner aux collectivités territoriales les moyens numériques de leurs responsabilités nouvelles. Mais l'intérêt majeur du projet réside sans doute dans son approche globale. La digitalisation des mairies ne se fait pas en vase clos. En intégrant les écoles publiques, les centres de santé et l'écosystème de l'innovation, le PDiMa dessine une vision transversale du numérique comme levier de développement territorial. Relier près de 1 500 établissements scolaires et plus de 250 formations sanitaires, c'est reconnaître que l'éducation et la santé sont au cœur de toute transformation durable, et que le numérique peut en améliorer la gestion, l'accès et la qualité. L'ambition dépasse la simple connectivité. Elle interroge la capacité de l'État à construire un environnement numérique inclusif, où les infrastructures s'accompagnent de compétences et d'usages. À cet égard, le volet formation et innovation du PDiMa est révélateur. Former 100 000 bénéficiaires via la Digital Academy, toucher 700 000 utilisateurs à travers un réseau de connaissances et accompagner l'incubation de 150 start-up, c'est parier sur l'intelligence collective et sur la jeunesse comme moteurs de la transformation. L'administration n'est plus seulement consommatrice de solutions numériques ; elle devient catalyseur d'innovation. Reste que toute réforme ambitieuse porte en elle ses propres défis. La réussite du PDiMa dépendra de la qualité de sa mise en œuvre, de la maintenance des infrastructures, mais surtout de l'appropriation réelle des outils par les agents publics et les citoyens. La fracture numérique ne se réduit pas uniquement par des câbles et des serveurs. Elle se combat aussi par l'accompagnement, la pédagogie et l'adaptation des services aux réalités locales. Les signaux actuels – appels d'offres lancés, recrutements stratégiques engagés – indiquent toutefois que le projet quitte progressivement le terrain des intentions pour entrer dans celui de l'action. C'est là que l'éditorialiste observe avec attention : le temps des discours est révolu, celui de la preuve commence. En définitive, le Projet de Digitalisation des Mairies pourrait devenir l'un des chantiers les plus structurants de la réforme de l'État togolais. En connectant les collectivités, les services sociaux essentiels et l'écosystème de l'innovation, le Togo pose les bases d'une administration locale plus efficace, plus transparente et plus proche des citoyens. À condition, bien sûr, que le numérique reste un moyen au service du développement humain, et non une fin en soi. Si cet équilibre est tenu, alors la digitalisation ne sera plus seulement un progrès technologique, mais un véritable acte de gouvernance.

M.T

Le Togo en chiffres			
DEMOGRAPHIE			
	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%
* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes			
• Source : tresor.economie.gouv.fr			

Fiscalité verte

Intégrer le climat dans les systèmes fiscaux

La capitale togolaise abrite, du 9 au 13 février 2026, un atelier régional de formation consacré aux politiques fiscales sensibles au climat, à l'initiative de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), en partenariat avec le Forum des Administrations Fiscales de l'Afrique de l'Ouest (FAFOA).

• Hélène Martelot

Ouvert officiellement ce lundi 9 février, l'atelier réunit des cadres supérieurs des ministères des Finances et des administrations fiscales de huit pays africains dont le Togo, la Gambie, le Rwanda, l'Ouganda, la Mauritanie, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et le Malawi. L'objectif est d'outiller les décideurs publics pour concevoir et mettre en œuvre des politiques fiscales intégrant les enjeux climatiques, tout en renforçant la mobilisation des ressources intérieures.

La fiscalité, levier stratégique face au choc climatique

Représentante le ministre des Finances et du Budget, le directeur de cabinet, Mme Akou Mawussé Adetou-Afi-denyigba a souligné, dans son discours d'ouverture, que les changements climatiques constituent désormais une réalité économique et budgétaire majeure pour l'Afrique. Baisse des productivités agricoles, multiplication des catastrophes climatiques, pression sur les



ressources naturelles et vulnérabilité accrue des populations imposent aux Etats des besoins financiers croissants. Dans ce contexte, la politique fiscale apparaît comme un instrument clé de la transition climatique, capable à la fois de financer l'adaptation, d'orienter les comportements économiques et de soutenir des investissements résilients et sobres en carbone. « La fiscalité sensible au climat permet de corriger les externalités environnementales, d'encourager les pratiques vertueuses et de promouvoir la justice sociale », a-t-elle rappelé. Pour le

Togo, cette dynamique s'inscrit dans les réformes engagées sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, visant notamment à renforcer la mobilisation des ressources nationales, améliorer l'équité fiscale et aligner les politiques publiques sur les objectifs de développement durable et de résilience climatique.

Enjeu continental aux marges budgétaires limitées

Prenant la parole au nom du Secrétaire exécutif de l'ACBF, Peguwinde Rodolphe Bance, chef de l'unité gouvernance éco-

nomique et sociale, a rappelé, la double contrainte à laquelle fait face l'Afrique. Il s'agit d'une forte vulnérabilité climatique et des capacités budgétaires limitées. Bien que responsable de moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, le continent pourrait enregistrer des pertes économiques allant de 5 à 15 % du PIB dans certains pays d'ici 2030. Parallèlement, le ratio moyen recettes fiscales/PIB en Afrique subsaharienne demeure autour de 15 %, en dessous du seuil de 20 % jugé nécessaire pour financer durablement les politiques publiques.

« Cette situation appelle des réponses innovantes, notamment à travers l'utilisation de la fiscalité comme levier de transition écologique et de financement du développement durable », a-t-il souligné.

CADAST et BETA : renforcer les capacités pour des réformes durables

L'atelier s'inscrit dans le cadre du projet CADAST (Renforcement des capacités pour la transformation structurelle de l'Afrique), mis en œuvre par l'ACBF avec l'appui de la Banque africaine

de développement (BAD). Le projet vise à améliorer la gestion des politiques macro-économiques vertes, à renforcer la prise de décision fondée sur des données probantes et à appuyer la conception de politiques publiques robustes. Il complète également le programme BETA (Building Excellence in Taxation and Administration) de l'ACBF, qui ambitionne de créer une masse critique de décideurs et d'administrations fiscales capables de relever les défis des systèmes fiscaux modernes, notamment dans les domaines de la fiscalité numérique, de la gouvernance fiscale et désormais de la fiscalité climatique. Pendant cinq jours, les participants exploreront les instruments de fiscalité verte, analyseront des expériences africaines et internationales, et travailleront à l'identification de réformes adaptées à leurs réalités nationales. Les organisateurs espèrent que les travaux déboucheront sur des recommandations concrètes, un renforcement des capacités administratives et une coopération régionale accrue.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois



Droit des affaires

Le Togo assure la présidence de l'OHADA

Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits humains, Me Pacôme Yawovi Adjourouvi, prend part depuis le 5 février 2026, à N'Djamena au Tchad, aux travaux de la 60^e session du Conseil des ministres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA).



● Wilson Lawson

Réunissant des ministres, experts et partenaires des États membres, la session a permis d'examiner les enjeux liés à la modernisation du droit des affaires, à la consolidation de la sécurité juridique et judiciaire, ainsi qu'à l'amélioration de l'attractivité des investissements sur le continent. Les échanges ont également porté sur l'adaptation continue des textes communautaires aux réalités économiques et aux exigences d'un environnement des affaires en mutation. À l'issue de ces travaux, le Togo assurera, pour les douze prochains mois, la présidence tournante du Conseil des ministres de l'OHADA. Le pays succède ainsi au Tchad à la tête de cette instance stratégique. Cette respon-

sabilité revient au Garde des Sceaux, Me Pacôme Yawovi Adjourouvi, qui conduira les travaux et orientations de l'organisation durant le prochain mandat. L'annonce a été faite à l'issue de la 60^e session, marquant une étape importante pour la diplomatie juridique et économique togolaise. Selon le ministre de la Justice et des Droits humains, « ce mandat vient renforcer le leadership régional et l'engagement du Togo en faveur de la promotion d'un climat des affaires attractif et compétitif en Afrique ». Une déclaration qui s'inscrit dans la continuité des réformes engagées par le pays pour améliorer la gouvernance juridique, renforcer l'État de droit et soutenir la dynamique de développement économique. En accédant à la présidence de l'OHADA, le Togo entend poursuivre les efforts visant à consolider un

cadre juridique harmonisé, sécurisé et favorable aux investissements. Cette présidence offrira également l'opportunité de contribuer activement aux réflexions sur la modernisation des Actes uniformes, l'efficacité des juridictions compétentes et le renforcement de la confiance des opérateurs économiques. Créée le 17 octobre 1993 à l'île Maurice, l'OHADA a pour objectif principal d'harmoniser le droit des affaires dans ses États membres afin de garantir une meilleure sécurité juridique et judiciaire. Cette harmonisation constitue un levier essentiel pour attirer les investissements, faciliter les échanges économiques et soutenir l'intégration régionale. Aujourd'hui, l'organisation regroupe 17 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, unis par une vision commune d'un droit des affaires moderne et performant. La présidence togolaise du Conseil des ministres de l'OHADA s'annonce ainsi comme un mandat stratégique, porteur d'enjeux importants pour l'avenir de l'intégration juridique et économique en Afrique.



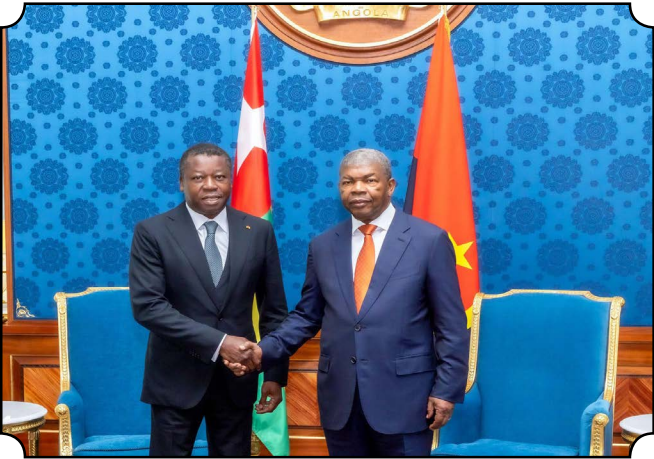
Diplomatie africaine

Faure Gnassingbé en visite de travail à Luanda

À l'invitation de SEM João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola et Président en exercice de l'Union africaine, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil et Médiateur de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans la région des Grands Lacs, effectue ce lundi 9 février 2026 une visite de travail à Luanda.

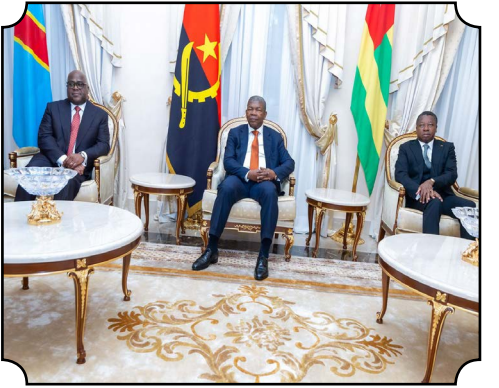
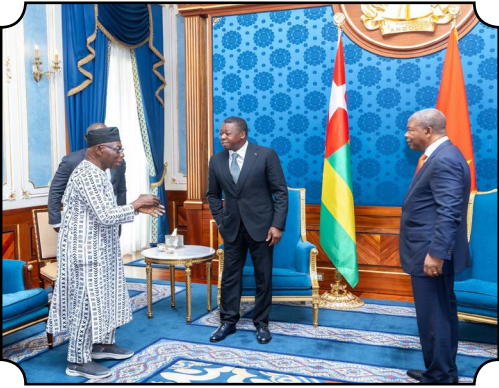
● Joël Yanclo

La visite tient place dans la dynamique diplomatique engagée par l'Union africaine pour renforcer la concertation politique de haut niveau autour des défis sécuritaires et de stabilité durable sur le continent. À Luanda, le Président du Conseil togolais a eu des échanges approfondis avec son homologue angolais, axés sur l'évolution de la situation politique et sécuritaire en Afrique, avec un accent particulier sur la région des Grands Lacs. Les discussions entre les deux chefs d'État ont permis de réaffirmer l'importance du dialogue politique, de la coopération régionale et du respect des mécanismes africains de prévention et de résolution des conflits. En tant que Président en exercice de l'Union africaine, João Lourenço a salué les efforts constants déployés par le Médiateur de l'UA pour favoriser une approche inclusive et concertée dans la gestion de la crise persistante dans les Grands Lacs. La visite a également été marquée par des entretiens tripartites élargis, en présence de Son Excellence Monsieur Olusegun Obasanjo,



ancien Président du Nigeria et cofacilitateur, membre du Collège des facilitateurs de l'Union africaine. Ces échanges ont réuni Son Excellence Monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshlombo, Président de la République démocratique du Congo, autour des enjeux majeurs de l'intégration régionale, de la consolidation de la paix et de la stabilité durable. Les discussions ont porté sur les mécanismes de coopération régionale existants, les initiatives de dialogue en cours et les perspectives de renforcement de la confiance entre les États concernés. Les dirigeants ont souligné la nécessité d'une syner-

gie accrue entre les efforts diplomatiques, sécuritaires et économiques afin de traiter les causes profondes des conflits et de promouvoir un développement partagé au bénéfice des populations. La rencontre de haut niveau à Luanda témoigne de la volonté commune des leaders africains de privilégier des solutions africaines aux défis africains. Elle confirme également le rôle central confié au Président Faure Essozimna Gnassingbé dans la médiation de l'Union africaine pour la région des Grands Lacs, dans un contexte marqué par des attentes fortes en matière de paix, de sécurité et de stabilité sur le continent.



Microfinance

Au Togo, les crédits ont rebondi à la hausse au troisième trimestre 2025

A fin septembre 2025, l'encours des crédits accordés par les institutions de microfinance togolaises a augmenté de 8,4 milliards de FCFA, soit une hausse de 2,4 %.

Cette évolution de l'encours des crédits marque d'ailleurs un redressement, après un trimestre précédent (le 2^e trimestre 2025) plus terne, marqué par un recul de 7 milliards FCFA, sur fond de baisse trimestrielle de 1,9 %. L'encours des crédits accordés par les institutions de microfinance togolaises a ainsi renoué avec la croissance au Togo. C'est ce qui ressort des récentes données de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), qui indiquent que ces acteurs ont



enregistré, dans le pays, une progression simultanée des dépôts et des crédits.

Epargne en hausse

Justement, sur le segment

de l'épargne, l'encours des dépôts collectés par les institutions togolaises de microfinance a, pour sa part, progressé de 12,1 milliards de FCFA sur le trimestre, soit une hausse de 2,7 %. Cette évolution place le Togo parmi les pays contributeurs à la croissance régionale des dépôts, derrière le Sénégal et la Côte d'Ivoire, mais devant le Mali et le Niger. À l'échelle de l'UMOA, l'encours total des dépôts s'établit à 2 731,6 milliards de FCFA à fin septembre 2025, en hausse de 11,1 % sur un an. Globalement, notons qu'au Togo, la collecte de dépôts par les institutions de microfinance est restée

solide entre le deuxième et le troisième trimestre 2025, sur fond de stabilité. En effet, après une hausse de 11,9 milliards FCFA au deuxième trimestre, soit +2,7 %, les dépôts ont progressé de 12,1 milliards FCFA au troisième trimestre, correspondant au même rythme de croissance. Cette stabilité marque du reste une dynamique d'épargne soutenue, malgré un contexte régional contrasté. Ces chiffres s'inscrivent dans un contexte où les acteurs de la microfinance jouent un rôle central dans l'accès aux services financiers pour une part im-

portante de la population nationale, notamment dans le financement des ménages et des petites activités économiques. Toutefois, les montants moyens restent modestes, avec des dépôts et des crédits par client inférieurs à 140 000 FCFA au niveau régional, selon l'institution d'émission. En parallèle, la question du risque de crédit demeure présente. À fin septembre 2025, une institution de microfinance togolaise est placée sous administration provisoire.

(Togo First)

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» **Couverture médiatique**



» **Insertion publicitaire**



» **Publi-reportage ...**

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous
informé en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

Bureau Abidjan de la BIDC

M. Baba Malick BA nommé Directeur Régional

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a nommé M. Baba Malick Ba au poste de Directeur Régional en charge de la supervision de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de la Gambie, du Burkina Faso, du Cap-Vert et de la Guinée, à compter du 1er février 2026.

● Junior Aredola

Baba Malick Ba est un professionnel chevronné de la finance qui possède une vaste expérience dans les secteurs public et privé, dans divers domaines : gestion des risques, financement de projets, banque, marchés de capitaux, financement des exportations, analyse de crédit, gestion de portefeuille, marchés financiers et partenariats public-privé. Avant de rejoindre la Banque, M. Ba a travaillé pour le gouvernement sénégalais au ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération en tant que Directeur du financement et des partenariats public-privé et Coordonnateur de l'unité PPP du Sénégal (UNAPPP). De plus, M. Ba a occupé le poste de Conseiller Senior auprès du ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal sur des questions financières et stratégiques. Il a joué un rôle important dans la mobilisation de capitaux pour financer de



grands projets d'infrastructure dans de nombreux secteurs tels que les transports, la santé, l'assainissement, l'énergie et l'éducation. Ba a également occupé divers postes stratégiques au sein d'entreprises publiques canadiennes (Exportation et développement Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement) et a travaillé comme banquier pour JP Morgan Chase et Bank of America aux États-Unis et au Canada. Ba est parfaitement bilingue (français et anglais) et titulaire d'un Executive MBA de l'Université du Québec à Montréal (Canada) ainsi que d'une licence en

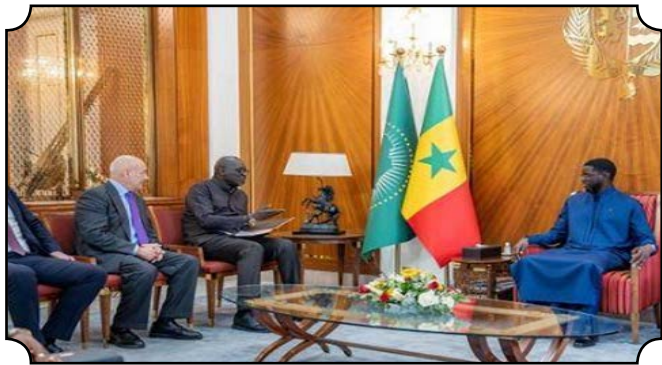
finance et en administration des affaires de l'Université Franklin de Columbus, dans l'Ohio (États-Unis). En outre, M. Ba a siégé au conseil d'administration de plusieurs banques multilatérales telles que la Banque Islamique de Développement, la BOAD et la BIDC. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions à la BIDC, il soutiendra les opérations régionales de la Banque, renforcera les partenariats et fera progresser la mission de la BIDC en faveur du développement économique durable dans la région de la CEDEAO. Il sera basé au bureau régional de la Banque à Abidjan.

Sénégal

La livraison du port minéralier de Bargny-Sendou repoussée à fin 2026

Le projet de port minéralier de Bargny-Sendou s'inscrit dans une recomposition du système logistique sénégalais. Entre désaturation du port de Dakar, montée en puissance des filières extractives et anticipation des besoins énergétiques, ce projet conforte la stratégie du pays en matière d'infrastructures portuaires.

Au Sénégal, la mise en service du port minéralier de Bargny-Sendou est désormais prévue pour fin 2026. L'information a été communiquée par Senegal Minergy Port (SMP), société en charge du développement de la plateforme, à l'issue d'une audience avec le président Bassirou Diomaye Faye. Ce nouveau calendrier constitue un réajustement supplémentaire pour ce chantier lancé en 2017, et dont la livraison était initialement prévue pour septembre 2025. Située à une vingtaine de kilomètres au sud de Dakar, la future plateforme portuaire ambitionne de s'imposer comme l'un des principaux hubs d'Afrique de l'Ouest dédiés au vrac solide et liquide. Elle ciblera notamment les flux de minéraux, de phosphates, de céréales et d'hydrocarbures, dans un contexte de hausse des besoins logistiques liés aux secteurs extractifs et énergétiques du pays. Selon les spécifications techniques initiales, le port de Bargny-Sendou s'articulera autour de



trois terminaux. Le premier sera dédié au traitement des cargaisons liquides, avec des installations prévues pour le dépôt de produits pétroliers et le stockage de gaz. Le deuxième terminal sera consacré aux activités minières, notamment les phosphates, le fer, la bauxite et le zircon. Le troisième accueillera des marchandises diverses, incluant les céréales ensachées sur site, les oléagineux, les activités de chaudronnerie, ainsi que la production de matériaux de construction. À terme, la plateforme devrait afficher une capacité de traitement annuelle de 20 millions de tonnes de produits minéraux, d'hydrocarbures

et de céréales, selon SMP. Le projet s'inscrit dans la stratégie des autorités sénégalaises visant à désengorger le port de Dakar, tout en renforçant les capacités logistiques nationales au service de la transformation économique. Parallèlement, le Sénégal mise sur un autre projet portuaire d'envergure à Ndayane, appelé à devenir le premier port en eau profonde du pays. D'un coût supérieur à 1 milliard USD, ce projet, également destiné à soulager la plateforme dakaroise, est confié à l'opérateur portuaire émirati DP World pour sa construction et son exploitation.

Avec Agence Ecofin

Côte d'Ivoire

Vers un cadre structuré de monétisation des contenus numériques

La Côte d'Ivoire entend franchir un cap décisif dans l'économie numérique en mettant en place, d'ici à 2026, un dispositif performant de monétisation des contenus. À travers des concertations avec les acteurs du secteur, l'État affiche sa volonté de garantir une rémunération plus équitable aux créateurs et aux médias.

● Junior Aredola

La monétisation des contenus numériques s'impose désormais comme un enjeu stratégique pour la Côte d'Ivoire. Confrontées à l'essor rapide des plateformes en ligne et à la transformation des usages numériques, les autorités ivoiriennes ont réaffirmé leur volonté de structurer ce secteur afin d'en faire un véritable levier de création de valeur et d'emplois. Sous l'impulsion du ministère de l'Économie numérique et de la régulation des télécommunications, des consultations ont récemment réuni les principaux acteurs de l'écosystème : médias traditionnels, plateformes numériques, créateurs de contenus audiovisuels, musicaux et journalistiques. L'objectif affiché est de poser les bases d'un cadre réglementaire et opérationnel clair, capable d'assurer une rémunération équitable des producteurs de contenus, souvent confrontés à des difficultés de valorisation de leurs œuvres dans l'environnement numérique. Au cœur des discussions figure la mise en place de mécanismes de collecte et de redistribution des revenus générés par l'exploitation des contenus en ligne. Il s'agit notamment de mieux encadrer les flux financiers issus de la publicité numérique, des abonnements ou encore de la diffusion sur les plate-



formes, afin que les créateurs ivoiriens bénéficient plus justement des retombées économiques de leur travail. Parallèlement, l'État entend accompagner les producteurs dans la professionnalisation de leurs activités et dans la structuration de modèles économiques viables.

Un levier économique et culturel majeur

La volonté de structurer la monétisation des contenus numériques dépasse la seule question de la rémunération. Elle s'inscrit dans une vision plus large de développement de l'économie créative et culturelle, secteur à fort potentiel de croissance. En garantissant une meilleure valorisation des contenus locaux, la Côte d'Ivoire ambitionne de stimuler la production nationale, d'encourager l'innovation et de renforcer la compétitivité de ses acteurs sur les marchés régionaux et internationaux. Les échanges avec

les professionnels ont ainsi mis en lumière la nécessité d'harmoniser les pratiques ivoiriennes avec les standards internationaux. Une telle convergence permettrait de faciliter la circulation des contenus ivoiriens au-delà des frontières et de renforcer leur visibilité sur les grandes plateformes mondiales. Dans cette perspective, l'État explore des pistes de coopération avec des experts du numérique et des acteurs globaux, afin de déployer des outils de monétisation plus performants et adaptés aux réalités locales. Toutefois, le succès de cette ambition reposera sur un équilibre délicat entre régulation et innovation. Il s'agira de protéger les droits des créateurs sans freiner le dynamisme du secteur ni décourager les investissements. La clarté des règles, la transparence des mécanismes de redistribution et la capacité des institutions à assurer leur mise en œuvre seront déterminantes pour instaurer la confiance.

Marché financier régional

Le Mali veut lever 2,6 milliards \$ pour 2026

Avec un calendrier d'émissions planifié au trimestre, le Mali ambitionne de lever 1450 milliards FCFA en 2026 via des bons et obligations du Trésor. Après les 1193 milliards FCFA mobilisés en 2025, le pays continue de recourir au marché régional.

Le Mali a officiellement lancé le vendredi 6 février son calendrier d'émissions de titres publics pour l'année 2026, avec un objectif de 1450 milliards FCFA (environ 2,61 milliards USD) à mobiliser sur le marché financier régional de l'UEMOA. Cette démarche illustre le recours régulier de l'État aux instruments de marché pour financer son budget à travers des opérations planifiées. Le montant annuel sera levé progressivement selon un calendrier trimestriel : 340 milliards FCFA au premier trimestre, 400 milliards au deuxième, 430 milliards au troisième et 280 milliards au

quatrième. Cette programmation vise à améliorer la visibilité du Trésor auprès des investisseurs et à faciliter la planification de leurs placements. Les émissions porteront principalement sur deux instruments, à savoir les bons du trésor, utilisés pour les besoins de trésorerie à court terme, et les obligations du trésor, destinées à des financements à moyen et long terme. Les opérations seront réalisées par adjudication, ou selon les cas, par appel public à l'épargne. Les rendements dépendront des conditions de liquidité du marché, de la maturité des titres et du niveau de la demande au moment des émissions. En 2025, le Mali

a mobilisé 1193 milliards FCFA à travers 34 émissions, confirmant l'importance du marché régional dans sa stratégie de financement. Les principales souscriptions ont été réalisées par des banques nationales, dont la banque de développement du Mali (BDM-SA), la banque malienne de solidarité (BMS-SA) et la banque nationale de développement agricole (BNDA). Avec un objectif en hausse pour 2026, les autorités misent sur la régularité des émissions, la disponibilité de la liquidité bancaire et l'appétit des investisseurs pour assurer la réussite du programme.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 6 février 2026

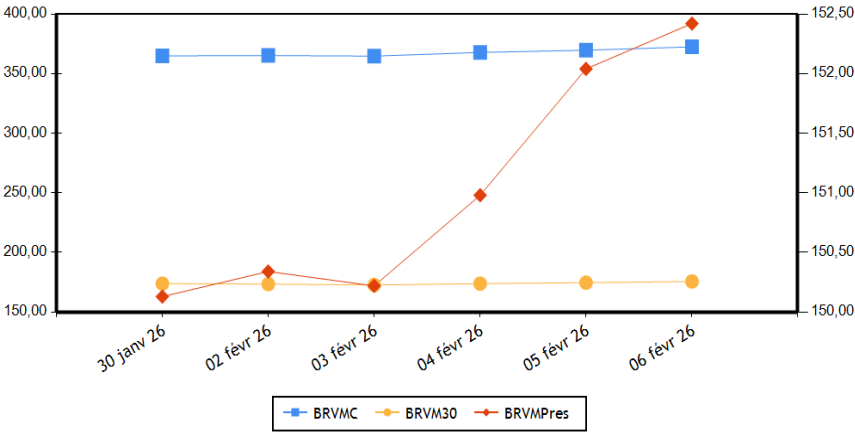
N° 26

BRVM COMPOSITE	372,49
Variation Jour	0,77 %
Variation annuelle	7,73 %

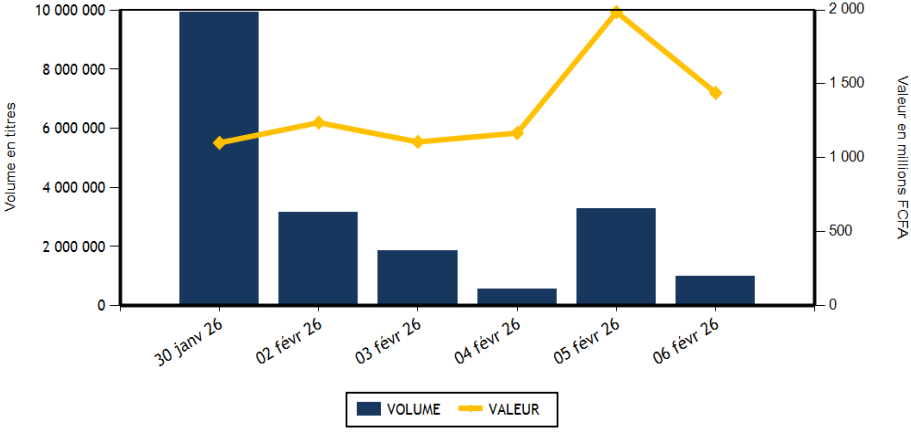
BRVM 30	175,68
Variation Jour	0,58 %
Variation annuelle	5,68 %

BRVM PRESTIGE	152,42
Variation Jour	0,25 %
Variation annuelle	5,66 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	14 361 572 437 408	0,77 %
Volume échangé (Actions & Droits)	961 850	-69,63 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 063 703 529	44,75 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	29	-12,12 %
Nombre de titres en baisse	12	50,00 %
Nombre de titres inchangés	6	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	58 265	7,50 %	70,24 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 310	7,44 %	46,20 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 900	7,34 %	35,71 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	2 205	7,30 %	215,00 %
SETAO CI (STAC)	1 480	7,25 %	11,70 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	152,42	0,25 %	5,66 %	39 190	353 734 750	11,82
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	243,23	1,38 %	11,75 %	922 660	709 968 779	15,06

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	143,44	0,78 %	7,74 %	961 850	1 063 703 529	12,78

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	99,04	0,74 %	4,36 %	13 371	94 543 430	10,19
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	188,51	3,82 %	8,95 %	32 277	65 724 165	67,09
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	157,05	-0,20 %	7,67 %	805 997	496 452 759	10,45
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	243,54	2,38 %	12,71 %	22 478	174 681 955	10,60
BRVM - INDUSTRIELS	6	181,20	5,77 %	36,93 %	53 660	114 963 220	20,54
BRVM - ENERGIE	4	122,79	0,77 %	10,71 %	10 228	25 175 060	15,24
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	117,29	-0,84 %	10,76 %	23 839	92 162 940	14,55

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	12,78
Taux de rendement moyen du marché	7,03
Taux de rentabilité moyen du marché	9,32
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	182
Volume moyen annuel par séance	1 668 718,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 466 082 333,19

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 513 960 788 664	-0,05 %
Volume échangé	44 605	-64,36 %
Valeur transigée (FCFA)	375 441 850	-70,00 %
Nombre de titres transigés	9	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	3	50,00 %
Nombre de titres inchangés	5	-44,44 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	1 235	-7,49 %	2,92 %
SODE CI (SDCC)	5 950	-6,89 %	2,59 %
SOGB CI (SOGC)	7 940	-4,34 %	0,51 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 615	-2,61 %	8,96 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	4 650	-1,90 %	24,00 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	9,84
Ratio moyen de satisfaction	3,93
Ratio moyen de tendance	39,99
Ratio moyen de couverture	250,09
Taux de rotation moyen du marché	0,09
Prime de risque du marché	2,08
Nombre de SGI participantes	35

Economie

Le gouverneur de la Banque de France démissionne

François Villeroy de Galhau a surpris en annonçant sa démission anticipée de la Banque de France. Des analystes y voient un calcul pour peser sur sa succession.

Le gouverneur de la Banque de France a remis sa démission lundi, avec une prise d'effet en juin 2026. Ce départ inattendu intervient environ dix-huit mois avant le terme prévu de son deuxième mandat, en octobre 2027. Cette décision transfère stratégiquement la responsabilité de choisir son successeur à l'actuel président français, Emmanuel Macron. Si Villeroy de Galhau était allé au bout de son mandat, la nomination du prochain patron de la Banque de France serait revenue au vainqueur de l'élection présidentielle d'avril 2027, dont les sondages actuels suggèrent qu'elle pourrait être remportée par un candidat d'extrême droite. S'il invoque des raisons personnelles pour expliquer son départ, notamment la prise de la tête de la Fondation Apprentis d'Auteuil, une association caritative en faveur des jeunes en difficulté, le calendrier est perçu comme une tentative calculée de sécuriser la future direction de l'institution. Dans un com-



munié de presse, Villeroy de Galhau a assuré que « un peu plus d'un an avant la conclusion de mon deuxième mandat, il me semble que j'aurai accompli l'essentiel de ma mission ». Dans un courrier distinct adressé aux salariés de la Banque de France, le gouverneur a également reconnu que « cette décision peut surprendre ».

Démission après la stabilisation

Villeroy de Galhau semble aussi avoir choisi avec soin un moment où la situation s'est stabilisée. Après un long et intense blocage parlementaire en France, marqué par la chute de plusieurs gouvernements, le Premier ministre Sébastien Lecornu

est finalement parvenu à faire adopter le budget 2026, présenté au début du mois. À la fin de l'année 2025, l'incapacité de la France à faire voter un budget avait ébranlé les investisseurs, faisant grimper la prime de risque sur la dette française à son plus haut niveau depuis des années. En attendant la finalisation de ce budget, Villeroy de Galhau s'est assuré que son départ ne provoque pas une nouvelle panique sur les marchés ni n'aggrave la crise politique en cours. Le président Emmanuel Macron peut désormais se concentrer sur la nomination d'un successeur qui s'inscrira probablement dans sa vision économique centriste et pro-européenne.

Avec fr.euronews.com

Feuille de route énergétique

Les renouvelables entre soulagement et crainte sociale

Les acteurs des énergies renouvelables saluent les premières annonces de la future programmation énergétique présentée par le Premier ministre Sébastien Lecornu, tout en alertant sur les risques pour leurs filières industrielles. Le solaire et l'éolien restent sous surveillance, alors que des mobilisations de salariés sont prévues mardi à Montpellier et à Paris.

Après des mois de tensions sur l'équilibre entre nucléaire et renouvelables, l'exécutif tente de rassurer. Le Syndicat des énergies renouvelables (SER) s'est dit soulagé par la confirmation d'une programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) sur dix ans, jusqu'en 2035. « Il est important que Sébastien Lecornu ait confirmé qu'il y aura bien une PPE (...) qui ne va pas mettre sous le boisseau le solaire et l'éolien », a déclaré à l'AFP son président Jules Nyssen. Reçus à Matignon vendredi, les représentants du secteur assurent avoir obtenu la garantie qu'il n'y aurait « pas de moratoire » sur ces technologies, avec la confirmation d'appels d'offres pour développer de nouvelles capacités. Si les annonces sont accueillies positivement, la prudence demeure. La priorité donnée à la remotorisation des parcs éoliens existants « ne suffira pas à atteindre les objectifs d'électrification », estime Jules Nyssen, qui plaide aussi pour l'ouverture de



nouveaux champs éoliens « en bonne intelligence avec les élus et les territoires ». Il appelle également à revoir certains plafonds aériens civils et militaires qui freinent l'installation d'éoliennes de grande puissance.

La peur d'un recul des ambitions

La PPE doit fixer les trajectoires de production à l'horizon 2030 et 2035, après plusieurs reports liés aux divisions politiques sur le partage entre nucléaire et renouvelables. La crainte principale porte sur la capacité de la feuille de route à maintenir l'outil industriel français. Dans le solaire, Jules Nyssen rappelle que 30 GW sont déjà installés et que 10 GW supplémentaires disposent d'autorisations. « Si l'objectif était fixé à 40 GW en

2030, cela équivaldrait à un moratoire », avertit-il. Deux projets d'usines géantes sont cités en exemple : Holosolis, en Moselle, et Carbon, à Fos-sur-Mer, qui représenteraient un potentiel théorique de 5 000 emplois. Au total, éolien et solaire compteraient entre 80 000 et 120 000 emplois directs en France. De son côté, France Renouvelables estime qu'un recul des ambitions pourrait conduire à la suppression de 30 000 à plus de 40 000 postes, selon les scénarios. Dans ce contexte, deux rassemblements de salariés sont annoncés mardi : l'un à Montpellier, l'autre devant l'Assemblée nationale à Paris. Objectif : alerter sur la multiplication des plans sociaux et peser sur les arbitrages gouvernementaux avant la publication officielle de la PPE.

(Avec AFP)

Aux États-Unis

Trump facilite l'entrée de boeuf argentin

Selon la Maison Blanche, des quotas d'importation «à droits de douane nuls» sont augmentés de 80 000 tonnes en 2026, par tranches de 20 000 tonnes par trimestre. L'objectif : compenser l'insuffisance de l'offre locale, provoquée par des sécheresses à répétition.

De la viande rouge ha- chée plus abordable pour les Américains. Donald Trump a signé vendredi un décret favorisant l'entrée de davantage de bœuf argentin aux États-Unis. Des quotas d'importation «à droits de douane nuls» sont ainsi augmentés de 80 000 tonnes pour l'année 2026, par tranches de 20 000 tonnes par trimestre, d'après la Maison Blanche. Il s'agit, selon le texte du décret présidentiel, de compenser l'insuffisance de l'offre locale, provoquée notamment par des sécheresses à répétition touchant plusieurs États concentrant une large part des élevages américains. Une situation qui a provoqué une hausse des prix dans le pays, «au plus haut depuis que des relevés sont réalisés par le ministère de l'Agriculture», est-il souligné. Les prix de la viande de bœuf et de veau ont augmenté de 16,4 % en 2025, une tendance qui pourrait se poursuivre alors que le cheptel



américain tarde à se recon- stituer. L'objectif est donc d'augmenter l'offre afin de tirer les prix vers le bas, au bénéfice du consommateur américain.

Le pouvoir d'achat prégnant dans le débat américain

La décision pourrait cepen- dant susciter de l'inquiétude auprès des éleveurs améri- cains, qui avaient pointé ces derniers mois que des achats supplémentaires auprès de leurs concurrents argentins pourraient peser sur leur chiffre d'affaires. L'annonce

intervient alors que la ques- tion du pouvoir d'achat reste prégnante dans le débat public et participe à la per- ception pour l'instant plutôt négative de la politique éco- nomique de Donald Trump par les Américains, alors que les élections de mi-mandat doivent se tenir en fin d'an- née. Fin 2025, le président américain avait demandé au ministre de la Justice de lancer une enquête sur l'in- dustrie de la transformation de la viande, suspectant une entente entre les principaux acteurs tendant à tirer les prix vers le haut.

(Avec AFP)

Pollution plastique

Un diplomate chilien chargé de relancer les négociations onusiennes

Réunis à Genève, les représentants de 156 pays ont désigné le diplomate chilien Julio Cordano pour reprendre la main sur des discussions bloquées depuis deux ans autour d'un futur traité mondial contre la pollution plastique, sous l'égide de l'Orga- nisation des Nations unies.

Après deux cycles de négociations infruc- tueux et des divisions profondes entre États produc- teurs et pays demandeurs de mesures contraignantes, la diplomatie climatique mon- diale cherche une nouvelle méthode pour sortir de l'im- passe sur l'un des dossiers environnementaux les plus explosifs du moment, le traité mondial contre la pollution plastique. Ancien négociateur en chef du Chili lors d'un sommet climat de l'ONU, Julio Cordano a été choisi samedi après de longues trac- tations, devançant des candi- dats soutenus par le Sénégal et le Pakistan. « La pollution par le plastique est un pro- blème planétaire qui nous concerne tous », a-t-il déclaré après son élection, appelant à une action collective rapide. « Si nous n'agissons pas de manière concertée, cela s'aggravera bien plus dans les décennies à venir. On a donc d'urgence besoin d'un traité ». Le diplomate plaide pour une méthode de travail « plus efficace », fondée sur la



« flexibilité » et le « prag- matisme », afin de rapprocher des positions jusqu'ici irré- conciliables.

Production massive et lignes de fracture

Plus de 400 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année dans le monde, dont la moi- tié destinée à des produits à usage unique. Des micro- plastiques ont été détectés aussi bien sur des sommets montagneux que dans les fosses océaniques les plus profondes. Un large groupe d'États plaide pour des me- sures structurelles, incluant une réduction de la produc- tion mondiale, tandis que certains pays producteurs d'hydrocarbures privilé- gient une approche centrée sur la gestion des déchets - un point sensible pour de

nombreuses petites nations insulaires déjà submergées par les plastiques. Une réso- lution adoptée en mars 2022 avait lancé officiellement les travaux vers un instru- ment juridiquement contra- gnant. Mais les discussions menées en 2024 à Busan se sont soldées par un échec, tout comme la reprise des pourparlers à Genève l'été dernier. Le précédent chef négociateur, l'Équatorien Luis Vayas Valdivieso, avait fini par démissionner en oc- tobre. L'annonce de samedi a suscité des réactions contras- tées parmi les organisations non gouvernementales. À la Fondation Tara Océan, Henri Bourgeois-Costa estime que le vote « confirme que les pays opposés au traité sont très minoritaires ». Le directeur exécutif du réseau IPEN, Bjorn Beeler, se veut plus offensif : « La voie est désormais libre pour s'atta- quer à la crise mondiale des plastiques qui empoisonne notre planète et nos corps ». À l'inverse, la Fondation Gallifrey alerte sur des ma- nœuvres dilatoires de cer- tains États producteurs.

Développement agricole

Le Président du Conseil en visite dans les CTA et les ZAAP de la Binah et de Dankpen

Déterminé à faire de l'agriculture un secteur à haute valeur ajoutée, moteur de croissance et de création de richesse, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a poursuivi, le 1^{er} février 2026, sa série de rencontres de proximité avec les producteurs agricoles des Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP), dans les préfectures de Dankpen et de la Binah, au nord du pays.

A Guérin-Kouka, dans la préfecture de Dankpen, le Président du Conseil s'est rendu au Centre de transformation agricole (CTA) où il a échangé avec les exploitants des ZAAP sur les réalités du terrain, les difficultés rencontrées et les pistes de solutions pour accélérer le développement du secteur agricole dans une démarche inclusive. « Ces rencontres ont pour finalité d'identifier ensemble des solutions aux défis auxquels les Togolais sont confrontés. Le gouvernement seul ne détient pas toutes les réponses. Vous, producteurs agricoles, n'avez pas nécessairement la solution complète non plus. Mais nous partageons un objectif commun : produire, nourrir et subvenir aux besoins de vos familles », a-t-il déclaré. Le Président du Conseil a réaffirmé sa vision de professionnalisation des ZAAP, afin d'améliorer



durablement les conditions de vie des producteurs et de renforcer la stratégie nationale d'autosuffisance et de souveraineté alimentaires. « Au-delà de la sécurité alimentaire, il est impératif d'atteindre la souveraineté alimentaire. Les produits importés sont financés par l'argent des Togolais, lequel profite à d'autres pays. Or, notre pays a la capacité de produire suffisamment pour nourrir sa population », a-t-il insisté. Pour matérialiser cet engagement, le Président du Conseil a procédé à la remise d'équipements agricoles, notamment 12

tracteurs et 12 motoculteurs, aux exploitants agricoles du CTA de Guérin-Kouka. Dans la même journée, le Président du Conseil a poursuivi ses échanges avec les producteurs agricoles de la préfecture de la Binah, notamment à Tchikawa, où il a été chaleureusement accueilli par les acteurs locaux. Satisfait des avancées enregistrées sur les huit ZAAP que compte la localité,



il a félicité les producteurs pour leur rôle pionnier et les résultats obtenus en matière d'autosuffisance alimentaire.

Vision d'une nouvelle agriculture

Réitérant sa vision d'une nouvelle agriculture togolaise, fondée sur la réduction de la pauvreté en milieu rural, le Président Faure Gnassingbé a encouragé les producteurs de la Binah, et plus largement l'ensemble des agriculteurs togolais, à poursuivre leurs efforts afin d'inspirer d'autres initiatives similaires. Il a réaffirmé sa

détermination à soutenir les exploitants agricoles à travers la promotion des ZAAP, la mécanisation agricole et la mise en place continue d'infrastructures socio-économiques de base. À cet effet, d'importants lots d'équipements et de matériels agricoles ont également été mis à la disposition des ZAAP de la Binah.

Gratitude des producteurs

Que ce soit à Guérin Kouka ou à Tchikawa, les producteurs ont exprimé leur gratitude au Président du Conseil pour sa politique de proximité et de développement rural, rendue possible par des mécanismes innovants tels que les ZAAP, les projets connexes et la création de l'Agence de transformation agricole (ATA). Ces deux préfectures sont dotées



de Centre de transformation agricole (CTA), l'une des trois composantes de l'écosystème de l'Agropole de Kara, assurant l'agrégation des productions, la fourniture de services financiers et non financiers, ainsi que le prétraitement des produits agricoles. Au nom du gouvernement, le ministre de l'Agriculture, Gbégbéni Lékpá les a exhortés à travailler dans l'unité et la solidarité, à respecter les conditions des programmes de soutien et à assurer une bonne maintenance des équipements reçus. Les préfectures de Dankpen et de la Binah comptent respectivement 16 et 8 ZAAP. À ce jour, le Togo dispose de 231 ZAAP, dont une vingtaine de ZAAP d'excellence sur l'ensemble du territoire national, confirmant l'ambition du pays de devenir un pôle d'excellence agricole et d'exportation en Afrique de l'Ouest.

Avec presidencedu-conseil.gouv.tg

HOROSCOPE finance

Bélier Dans le domaine matériel, vous serez peu disposé à vous montrer raisonnable. Il le faudra, pourtant, sinon vous serez confronté à de gros soucis d'argent. Sans aller jusqu'à vous serrer la ceinture, essayez, au moins, de limiter les dépenses superflues. De plus, ne vous laissez pas entraîner dans des opérations financières hasardeuses.

Taureau Des influences planétaires contradictoires vous donneront bien du fil à retordre. Vous aurez du mal à gérer vos finances de façon cohérente. Tantôt vous aurez envie de foncer tête baissée et de vous lancer dans des transactions financières audacieuses, tantôt vous envisagerez l'avenir avec pessimisme et aurez peur d'investir. Il faut bien avouer que votre situation n'est pas très enviable.

Gémeaux Les aspects négatifs de la Lune accentueront votre tendance à jeter l'argent par les fenêtres. Résistez à vos envies d'achat ou de jouer gros. Ne contractez des dettes sous aucun prétexte.

Cancer Ce sera le moment de vous consacrer à vos problèmes financiers. Calculez, faites des projets pour colmater les brèches dans votre patrimoine ou votre compte bancaire. Mais le plus important sera d'être extrêmement circonspect dans vos dépenses : une imprudence pourrait avoir de graves conséquences à long terme. Pensez à faire des économies, sachant qu'« épargne de bouche vaut rente de pré » (proverbe français).

Lion Voici probablement l'une des meilleures journées pour effectuer une transaction financière importante ou régler un épineux problème pécuniaire. La planète Mercure vous aidera à éviter de désagréables surprises.

Vierge Le secteur associé à l'argent sera favorisé. Vous saurez gérer efficacement votre budget. Si vous sortez d'une période de vaches maigres, vous devriez enfin retrouver l'équilibre. Jouez à un jeu de hasard, vous gagnerez très probablement quelque chose ; consultez votre nombre de chance du jour.

Balance Côté finances, vous risquez d'avoir quelques problèmes. Cela n'est pas du tout étonnant : comme vous ne voudrez pas vous priver de quoi que ce soit, l'argent filera à toute allure. Heureusement, une petite rentrée d'argent est prévue pour aujourd'hui.

Scorpion Mercure, l'astre de l'intelligence et de la communication, vous incitera à trouver de bonnes solutions pour équilibrer votre budget, et à dialoguer efficacement avec votre banquier si nécessaire. Mais attention : ne vendez surtout pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué !

Sagittaire A moins d'être très fort au poker ou autres jeux d'arnaque, vous devrez vous montrer très vigilant, sinon adieu veaux et vaches ! Ne prêtez ni n'empruntez, car vous reverriez difficilement la couleur de votre argent ou auriez du mal à rembourser dans les délais prévus. Ne misez pas sur des valeurs étrangères, qui vous réservent de pénibles surprises cette fois-ci.

Capricorne Le manque de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre situation matérielle ne se pardonnerait pas ! Sans aller jusqu'à vous serrer la ceinture et imposer un programme de restrictions draconien à votre famille, vous aurez intérêt à limiter les dépenses superflues et à ne pas trop vivre au jour le jour. Evitez aussi soigneusement de vous lancer à l'aveuglette dans des opérations financières hasardeuses ou de tenter des coups de poker.

Verseau Cette journée, relativement calme, sera marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et d'assurer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Poisson Rien de bien important à signaler sur le plan pécuniaire. Vous devrez veiller à ne pas prendre de décision trop impulsive. Si vous avez un choix financier important à faire, vérifiez bien tous les tenants et aboutissants de l'affaire en question.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

IMPACT 2030

Plan stratégique
2025-2030
de la Commission
de l'UEMOA

Binah/reboisement

Les autorités du canton de Lama-dessi sensibilisées

Les autorités du canton de Lama-Dessi dans la commune Binah 1, ont été sensibilisées sur la mobilisation des terres pour le reboisement et la création des forêts communautaires, le mercredi 4 février à Farendè.

Organisée par le Conseil régional de la Kara, cette rencontre marque la fin d'une tournée effectuée dans les préfectures de la Kéran, Doufelgou, Assoli, Bassar et Binah. Elle intervient dans le cadre de mise en œuvre du « Projet de reboisement et de création de forêts communautaires, initié par le Conseil régional de la Kara ». Ce projet qui est en adéquation avec les orientations stratégiques du gouvernement, contribuera à terme à l'atteinte des objectifs de l'ambition décennale de planter un milliard de plants à l'horizon 2030. Il cadre également avec les objectifs du projet 35 de l'axe 3 de la feuille de route gouvernementale Togo 2020-2025 et l'axe 13 des Objectifs de développement durable (ODD). L'objectif est d'informer les autorités de Lama-Dessi sur l'importance et les avantages du reboisement en général, de la création et la gestion des forêts communautaires en particulier. Il s'agit également de recueillir l'adhésion des communautés pour l'identification et la mise à disposition des terres, notamment les terres incultes, les flancs des montagnes, les berges des cours d'eau et les forêts



sacrées pour l'exécution de ce projet qui préoccupe le Conseil régional. La délégation du Conseil conduite par son président, Bakem Téba Blakinam, est accompagnée du directeur régional de l'environnement de la Kara, le lieutenant-colonel, Akounda Bada. Partout, où la délégation est passée, le directeur régional a entretenu les participants à travers une communication portant sur les manifestations, les causes et les conséquences liées aux changements climatiques. Il les a également édifiés sur l'importance et les avantages de la forêt, les étapes de création et les attributions inhérentes, ainsi que les stratégies de mobilisation des terres pour reboiser et créer des forêts communautaires. Le lieutenant-colonel Akounda a fait savoir que la mise à disposition des terres pour le reboisement et la création des forêts commu-

nautaires, permet de préserver ces nombreux bénéfices au profit des communautés aujourd'hui et de demain. Le président du Conseil du régional de la Kara, Bakem Téba Blakinam, a souligné que le projet de reboisement et de création de forêts communautaires répond à certaines réalités telles que la délégation progressive de la couverture forestière, la pression sur les terres, la baisse de la fertilité des sols et les effets visibles du changement climatique. Face à ces défis, dit-il « il devient indispensable d'agir pour restaurer nos écosystèmes, protéger nos terres agricoles et sécuriser nos ressources naturelles pour les générations présentes et futures ». M. Bakem a convié les autorités locales à se mobiliser afin de faire de ce projet une concrétisation pour le bonheur de tous.

Avec ATOP/AK/TAL/SED

PSG

La sortie étonnante de Luis Enrique sur Roberto De Zerbi

Après la large victoire du PSG face à l'OM dimanche soir (5-0), l'entraîneur espagnol s'est exprimé sur son homologue italien.

Après la large victoire du PSG contre l'OM ce dimanche soir au Parc des Princes (5-0), il y a un homme qui prend cher, très cher même, bien plus que Leonardo Balerdi ou que n'importe quel autre joueur de l'effectif phocéen. C'est Roberto De Zerbi, de plus en plus critiqué du côté de Marseille, et qui a vécu une nouvelle humiliation après l'élimination en Ligue des Champions. Au point où son avenir à la tête de l'écurie phocéenne est clairement flou. « On fait des bonnes prestations contre Rennes, Lens et après, c'est le désespoir total. Je n'ai pas de regret, je pense qu'il n'y a rien à sauver de ce match, quand autant de joueurs font un match suffisant, on n'a pas de regrets à avoir, peut-être avant le match. Je n'ai pas besoin de parler aux joueurs quand on perd comme ça. Je demande pardon aux supporters et j'en parlerai avec



Pablo Longoria et Mehdi Benatia pour comprendre ce qu'on peut faire. Il faut comprendre pourquoi, pourquoi on fait un match comme ça quand on vient ici et un différent à Lens ou Rennes », indiquait le tacticien transalpin après le match.

Luis Enrique défend De Zerbi

En conférence de presse, Luis Enrique a été interrogé sur la performance et la situation de Roberto De Zerbi et sur la portée de ce résultat. Conscient de l'ampleur du score et de la domination parisienne, l'entraîneur

espagnol a tenu à relativiser et à défendre son homologue marseillais, soulignant les qualités tactiques et offensives de l'Italien. « C'est vrai que ce soir, on a touché quatre fois le cadre, en plus des cinq buts. Ce n'est pas facile à faire face à une équipe de ce niveau. J'ai la même estime pour De Zerbi qu'avant le match. Ce n'est pas simple de trouver les solutions en cours de partie. C'est un grand entraîneur, j'aime la façon dont il fait jouer ses équipes et sa volonté constante d'attaquer. Pour moi, c'est l'un des meilleurs entraîneurs de ce championnat. Il est encore jeune, mais il a déjà une belle expérience. Ce résultat ne change rien à ce que je pense de lui », a expliqué Luis Enrique, rappelant que le Classique, malgré son score, ne diminue en rien le respect qu'il porte à son homologue. Pas sûr que les supporters marseillais soient d'accord...

Avec footmercato.net

Tchaoudjo

Une nouvelle mosquée inaugurée à Kpassouadé

Une nouvelle mosquée, dénommée, « Sayyidan Zeynab » a été inaugurée par le président de l'Union musulmane du Togo, Inoussa Bouraïma et le 3^e vice-président de l'Assemblée nationale, Ouro-Sama Mohamed Saad, le vendredi 6 février à Kpassouadé, dans la commune Tchaoudjo 4.

La cérémonie inaugurale a vu la présence des ministres Abdul-Fahd Fofana des Sports, Gado Tchangbédji de l'Enseignement supérieur, et de Sani Yaya, anciennement chargé des Travaux publics. Etaient également présents, les gouverneurs du District autonome du Grand Lomé, Mme Kassah-Traoré Zouréhatou et des Savanes, Atcha-Affo Dédji. Des sénateurs, députés, maires et autres personnalités civiles et militaires ont aussi honoré de leur présence cet évènement. Le joli édifice religieux à deux niveaux peut contenir plus de 1500 fidèles. Il est l'œuvre de l'ancien ministre Ouro-Sama, également maire de la commune Tchaoudjo 1. Inspiré d'un modèle du Koweït, pays où celui-ci fut ambassadeur, il comporte au rez-de-chaussée une aire de prières, un magasin, un bureau, une bibliothèque et des escaliers de part et d'autre. L'étage comprend également une aire de prières, un bureau, une salle d'apprentissage et deux magasins. Il y a aussi une messaline qui donne vue sur le rez-de-chaussée, un dôme de près de 8 m et un minaret qui culmine à près de 16 m. Entièrement clôturée, électrifiée et équipée de matériaux de premier choix,



la mosquée est alimentée par un forage garantissant ainsi sa disponibilité en eau pour les ablutions. Ce bâtiment grandiose, dont les travaux ont duré trois ans, offre un large parking permettant d'accroître sa capacité pour réunir presque tous les habitants du canton de Kpassouadé pour les grands évènements. La cérémonie inaugurale a donné l'opportunité aux imams et à tous les croyants de rendre grâce à Allah, le très miséricordieux, qui a favorisé la réalisation de cette grande mosquée dont la vocation sacrée est d'être un lieu uniquement destiné à la prosternation devant le Dieu unique. Cet édifice religieux séduit par sa grandeur, sa beauté et sa modernité. Les intervenants ont placé leur message sous le triptyque « Protéger-rassembler-transformer », décliné par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé dans son discours programme devant le congrès, en constitue le

soubassement. A l'instar du généreux donateur, chaque fille et chaque fils du pays, où qu'il soit et quel que soit sa catégorie sociale, est appelé à s'approprier ce triptyque, en faisant en sorte que les villes, les cantons et les villages protègent, rassemblent et se transforment. La mosquée remarquable de Kpassouadé en est la parfaite illustration. Elle offre, à toutes et à tous, un lieu de prière, de protection et de rassemblement tout en donnant un visage attrayant à ce canton. Ce bijou, certainement très cher, est le fruit de durs labeurs et d'énormes sacrifices de son heureux donateur qui l'a dédié d'abord à chère mère et ensuite à toute la communauté. Une joie pour la communauté musulmane locale qui dispose, désormais d'un espace plus moderne et plus spacieux pour prier.

Avec ATOP/TAA/MEK/KYA

Liga

Le Real Madrid regrette le prêt d'Endrick à l'OL !

Selon les médias espagnols, le Real Madrid a déjà pris une grosse décision avec Endrick. Un joueur qu'ils regrettent déjà.

Prêté pour gagner du temps de jeu et accélérer sa progression en Ligue 1 du côté de l'OL, Endrick brille dans l'Hexagone. Malgré cette petite polémique liée à son expulsion face à Nantes samedi soir, on peut le dire, son prêt est une réussite totale. Cinq buts et une passe décisive en six rencontres toutes compétitions confondues. Pari réussi pour l'attaquant brésilien, qui avait quitté Madrid faute d'opportunités sous les ordres de Xabi Alonso, dans le cadre d'un plan jugé idéal par toutes les parties. Le quotidien AS dévoile deux informations sur son cas ce dimanche : d'abord, le Real Madrid a pris une décision finale le concernant. Les Merengues vont ainsi le garder dans l'effectif la saison prochaine.



Les gros regrets du Real Madrid

Et ce n'est pas tout. Effectivement, même si le prêt est concluant, le Real Madrid regrette déjà d'avoir laissé filer son jeune attaquant brésilien cet hiver. En interne, certains dirigeants madrilènes reconnaissent aujourd'hui que son départ a peut-être été précipité, tant son profil aurait pu apporter des solutions offensives cette saison selon AS. À Madrid, on évoque même une gestion « mal calibrée »

de son cas. Alors qu'il respectait les objectifs fixés lors de son prêt, Endrick laisse désormais l'impression d'un talent qui aurait pu être utile plus tôt à l'équipe première. Surtout que le Real Madrid n'a pas tant de solutions que ça en attaque cette saison. Son retour est donc considéré comme une priorité pour l'exercice 2026-2027. Mais avant ça, Endrick jouera sûrement le Mondial avec le Brésil...

Avec footmercato.net



Transformation Digitale des Entreprises Africaines

METHODES – OUTILS ET ACCOMPAGNEMENT

INNOVATION CONSULTING & TRAINING - CANADA
ATTESTATION STRAT.IN CANADA À L'ISSUE DE LA FORMATION



QUÉBEC - CANADA



admin@stratin-canada.com

09 - 10 - 11 AVRIL 20
26



+1 418 490 2281



+228 90 44 55 71